

Afrique

Main dans la main avec une Afrique plus dynamique¹

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama, en juin 2013. Après avoir célébré en 2013 les 20 ans du processus de la TICAD, initié en 1993, l'année 2014 marque le 60^e anniversaire de l'APD japonaise. Au cours des 20 dernières années, l'Afrique a réussi à s'extirper de la pauvreté et des conflits pour devenir un continent porteur d'espoir, de croissance et de prospérité, affichant un taux de croissance économique de 5 % et plus. Le Japon manifeste un intérêt croissant pour le continent depuis la TICAD V, tout comme de nombreux pays développés ou émergents conscients du potentiel de croissance de l'Afrique. En collaboration avec ses partenaires japonais et internationaux, la JICA apporte une aide aux pays d'Afrique pour le maintien de la croissance et la réduction de la pauvreté.

Stratégies clés de l'aide **Soutenir la dynamique de croissance et le développement inclusif de l'Afrique par le renforcement des partenariats public-privé**

● L'indépendance des pays africains, 20 années de processus de la TICAD et la trajectoire de l'aide japonaise en Afrique

Après la seconde guerre mondiale, les pays africains s'engagent sur la voie de la décolonisation, à commencer par la Libye qui accède à l'indépendance en 1951. En 1960, baptisée « année de l'Afrique », 17 pays obtiennent leur indépendance. Dès 1966, au Kenya tout d'abord, le Japon envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger et déploie une coopération technique pour l'Afrique, afin de soutenir l'établissement de nouveaux États indépendants dans la région. Dans les années 1970, la JICA a mené plusieurs projets à forte portée symbolique en Afrique : le projet de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya (don et coopération technique),

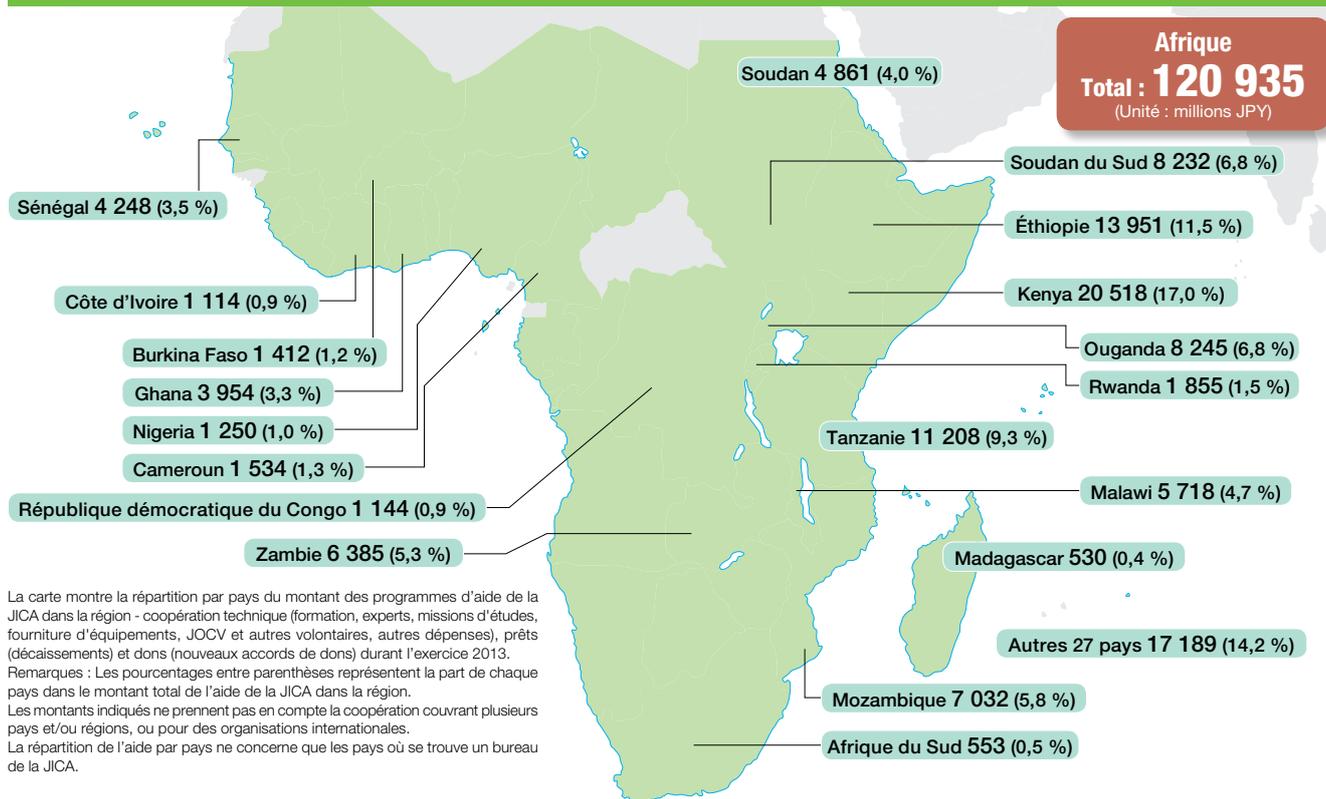
le projet de l'Institut Noguchi pour la recherche médicale au Ghana (don et coopération technique), la construction du pont Matadi en République démocratique du Congo (prêt d'APD), le projet de développement de la région du Kilimandjaro en Tanzanie (prêt d'APD et coopération technique), et l'extension du canal de Suez en Égypte (prêt d'APD).

Mais dans les années 1980, l'Afrique a connu une longue décennie de stagnation économique. Malgré les vagues de soutien à l'ajustement structurel et de mesures d'allègement de la dette des pays développés et des organisations internationales, l'économie n'a pu se redresser. Par conséquent, l'aide à l'Afrique s'est progressivement retrouvée dans une impasse. Après la fin de la guerre froide, en 1989, la communauté internationale s'est désintéressée du continent africain.

1. Le thème central de la TICAD V.

Initiatives concrètes
Activités et initiatives par région

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2013)





Le seul pont traversant le fleuve Congo a été construit grâce à un prêt d'APD en 1983. La JICA déploie actuellement une aide pour renforcer les capacités de maintenance du pont. (Photo : Shinichi Kuno)

C'est dans ce contexte que le gouvernement japonais et les Nations unies ont co-organisé la TICAD I en 1993, en vue de provoquer un regain d'intérêt de la communauté internationale pour l'Afrique. Les nombreuses réactions et attentes suscitées par cette initiative, de la part de l'Afrique comme de la communauté internationale, ont conduit à l'organisation quinquennale de la TICAD depuis 1993. Ainsi, la TICAD a créé un précédent qui a servi de modèle pour d'autres sommets similaires organisés par l'Union européenne, la Chine et les États-Unis.

La TICAD est un forum sur le développement de l'Afrique organisé par le Japon, les pays d'Afrique, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Ce forum, largement ouvert à la communauté internationale, au secteur privé et à la société civile, permet non seulement de diffuser les résultats des discussions sous forme de messages politiques, mais élabore également des plans d'action concrets et suit leur mise en œuvre.

L'aide de la JICA pour l'Afrique s'inscrit dans une volonté de concrétiser les accords de la TICAD et de réaliser les engagements pris par le gouvernement japonais. Dans les années 1990, en réponse aux conclusions des TICAD I et II, l'aide de la JICA s'est concentrée sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, le développement humain et la réduction de la pauvreté, avec une attention toute particulière aux domaines de l'éducation, de la santé et de l'approvisionnement en eau. Dans les années 2000, il y a eu des demandes de plus en plus nombreuses de la part des pays d'Afrique pour un soutien au développement économique et à la croissance dans un contexte de rétablissement économique. C'est dans cette optique que les TICAD III et IV ont mis l'accent sur les infrastructures régionales et le

développement agricole dans leurs plans d'action. Par ailleurs, avec la fin des conflits au Soudan, en République démocratique du Congo, au Liberia et en Sierra Leone, la JICA soutient les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction dans ces pays depuis les années 2000.

● Les progrès accomplis une année après la TICAD V

Lors de la TICAD V, le gouvernement japonais a annoncé une aide publique et privée à hauteur de 3 200 milliards JPY, dont 1 400 milliards JPY d'APD, ainsi qu'une aide financière de 650 milliards JPY pour le développement des infrastructures sur un horizon de cinq ans. À l'occasion de la première conférence ministérielle de la TICAD V, qui a eu lieu au Cameroun en mai 2014, le ministre des Affaires étrangères Kishida a annoncé l'octroi de 342,5 milliards JPY d'APD en 2013, représentant 25 % des engagements (de 1 400 milliards JPY d'APD sur cinq ans) ; le calendrier est donc respecté.

La JICA met l'accent sur les efforts présentés ci-après pour s'attaquer aux problèmes prioritaires identifiés lors de la TICAD V : soutenir la dynamique de croissance actuelle de l'Afrique avec des partenariats public-privé plus solides.

Enjeux et actions prioritaires

● Développement des ressources humaines pour l'industrie : l'initiative ABE

Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a prononcé un discours sur l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains (African Business Education Initiative for the Youth). Ce programme permettra d'inviter 1 000 jeunes africains au Japon durant les cinq prochaines années, pour étudier dans des universités et effectuer des stages dans des entreprises. La JICA sera dans une large mesure responsable de la réalisation de cette initiative. Après la sélection des universités et l'examen des candidatures, près de 150 étudiants africains ont été acceptés pour le premier semestre de 2014. La JICA ambitionne d'accueillir 900 étudiants d'ici la fin de l'exercice 2017.

L'objectif de l'initiative ABE est de recevoir des participants africains et de promouvoir les interactions entre eux et les entreprises japonaises afin de jeter les bases de partenariats d'entreprises entre le Japon et l'Afrique. Pour ce faire, la JICA organise des réunions d'information au Japon et à l'étranger pour les entreprises japonaises et enregistre les entreprises intéressées par le programme.

À travers leurs études de niveau master dans des écoles supérieures japonaises, et les stages et programmes d'échanges dans les entreprises japonaises, les participants devraient jouer un rôle central dans le commerce, l'investissement et les affaires entre le Japon et l'Afrique.

● Corridors de développement et plans directeurs stratégiques

Le développement des infrastructures régionales a été défini en 2008 par la TICAD IV comme un enjeu prioritaire, et la JICA a apporté un soutien financier de 400 milliards JPY en APD. Afin de faciliter le développement des infrastructures régionales par une aide publique de 650 milliards JPY prévue par la TICAD V, il a été décidé de mettre l'accent sur les corridors de développement en tant que plateforme de transport en Afrique, et d'élaborer des plans directeurs stratégiques pour la création de modèles spécifiques pour le développement des corridors.

Trois zones cibles ont été déterminées : le corridor septentrional de l'Afrique de l'Est reliant le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud [→ voir l'étude de cas ci-dessous] ; le corridor de Nacala en Afrique australe, reliant le nord du Mozambique, le Malawi et la Zambie ; et le cercle de croissance en Afrique occidentale reliant les pays du golfe de Guinée, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, ainsi que des pays plus enclavés comme le Burkina Faso². La JICA mènera ces projets avec rapidité et efficacité en échangeant ses vues avec des entreprises japonaises sur la formulation de plans en amont pour la mise en œuvre de projets prioritaires.

● Passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale : l'approche SHEP

Bien que l'agriculture africaine dispose de gigantesques surfaces cultivables et d'un potentiel immense, l'agriculture de subsistance, faisant appel à des méthodes traditionnelles, reste majoritaire dans la région. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été entreprises pour augmenter les revenus agricoles en passant d'une agriculture de subsistance à une agriculture orientée vers le marché.

Le projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP), mené au Kenya par la JICA, apporte des conseils aux petits exploitants sur la sélection des cultures et les méthodes employées afin qu'ils puissent mieux vendre leurs produits. Ce projet a obtenu des résultats exceptionnels au Kenya ; les revenus des agriculteurs ayant bénéficié des conseils dans le cadre de SHEP ont doublé en deux ans. Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a annoncé que l'approche SHEP allait être



Projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP) au Kenya.

renforcée et diffusée dans dix pays.

En mai et novembre 2014, la JICA a invité des responsables africains chargés du développement agricole, à Kobe, pour suivre une formation intitulée « Promotion de l'agriculture orientée vers le marché pour les responsables africains ». Durant cette formation, ils se sont familiarisés avec des pratiques avancées telles que le système de circulation des cultures sur le marché, la promotion de l'agriculture et la gestion agricole au Japon. Par des discussions et en examinant les possibilités d'étendre cette approche à d'autres pays, la JICA identifie également d'autres pays cibles pour le SHEP.

2. À la fin du mois de mai 2014.

Étude de cas

Kenya : Aide à la promotion des investissements et à l'amélioration de la logistique

Aide au développement des principaux axes logistiques et points d'accès au marché de l'Afrique de l'Est

Le port de Mombasa, au Kenya, est le plus grand port commercial international d'Afrique de l'Est, il constitue à la fois le point d'accès et un poste de commerce important du corridor nord¹ menant aux États enclavés de la région tels que l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. L'aide à long terme de la JICA a permis d'étendre les fonctions logistiques autour du port. Il existe par ailleurs un plan pour l'établissement d'une zone économique spéciale de libre-échange sur la rive sud du port.

Une contribution de 40 ans au développement des infrastructures

Depuis 40 ans, depuis le premier prêt d'APD accordé au Kenya, en 1973, pour le projet d'extension de l'aéroport de Mombasa en passant par la construction d'une centrale électrique au diesel, la JICA soutient le développement des infrastructures de cette ville portuaire du sud du pays.

En réponse à l'augmentation rapide du volume de fret, stimulée par la récente croissance économique, la JICA met en œuvre le projet de développement du port de Mombasa (prêt d'APD) depuis 2007. Un nouveau terminal de fret équipé d'installations pour manipuler les cargaisons, notamment de grues, sera terminé en février 2016. Le nouveau terminal sera également en mesure d'accueillir de grands porte-conteneurs.

À travers le projet de développement des routes dans la zone portuaire de Mombasa (prêt d'APD), commencé en 2012, la JICA participe à la construction

d'une route reliant le nouveau terminal au corridor nord, ainsi que d'une route de contournement vers la rive sud du port de Mombasa. Le développement de ces routes permet de faire avancer à grands pas le plan du gouvernement kenyan de création d'une zone économique spéciale (ZES) avec une zone franche portuaire sur la rive sud.

Améliorer la logistique pour attirer les investissements étrangers

Dans le cadre du projet d'élaboration d'un plan directeur pour le développement de Dongo Kundu, la ZES de Mombasa, une étude de développement menée depuis janvier 2014, la JICA élabore un concept de centre d'affaires en sélectionnant des industries et des fonctions adaptées, en rédigeant un plan de développement des infrastructures et en étudiant le système de gestion en vue de l'améliorer. La principale zone cible du projet correspond à la zone de Dongo Kundu, d'une superficie de 12 km² sur



Le corridor nord.



Vue aérienne du tout nouveau terminal de fret.

la rive sud du port. Une coopération technique sera assurée afin d'élaborer un plan de développement pour l'ensemble du port. La JICA envisage également de déployer une aide pour l'élaboration d'un plan de développement urbain pour la ville de Mombasa.

Le soutien stratégique au développement du port et de la ville de Mombasa et du corridor nord devrait attirer des investissements étrangers, notamment du Japon, et stimuler le développement économique de l'Afrique de l'Est.

1. Un corridor routier et ferroviaire reliant le port de Mombasa, au Kenya, et l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud, via Nairobi.

● Programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique et coopération Japon-États-Unis

Dans la déclaration de Yokohama de 2013, adoptée lors de la TICAD V, l'autonomisation des femmes a été identifiée comme une approche transversale de première importance. Dans ce domaine, le gouvernement japonais a annoncé la mise en œuvre du programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique. En janvier 2014, la JICA a organisé le premier programme d'échanges en invitant 14 femmes entrepreneurs ainsi que des responsables administratifs de sept pays d'Afrique à Tokyo.

À l'occasion de cet événement, la JICA et la ville de Yokohama, qui accueillait la réunion, ont organisé un symposium public intitulé « Promouvoir une croissance impulsée par les femmes en Afrique ». Des discours liminaires ont été prononcés par la maire de Yokohama, Fumiko Hayashi, et Caroline Kennedy, l'ambassadrice américaine au Japon. Des



Les participantes du programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique. Les femmes africaines, revêtues des vêtements traditionnels de leur pays, rayonnent par leur charisme.

tables rondes ont également été organisées autour de femmes chefs d'entreprise d'Afrique, du Japon et des États-Unis.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la coopération globale et régionale États-Unis-Japon annoncée à l'occasion de la visite au Japon du président américain Barack Obama en avril 2014. Lors du programme pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique, qui a eu lieu aux États-Unis, en août, la JICA a organisé un atelier sur la *kaizen*. D'autres activités sont prévues après 2015 pour autonomiser les femmes entrepreneurs d'Afrique, du Japon et des États-Unis.

● La paix et la stabilité

La paix et la stabilité sont les prémisses du développement et de la croissance sous tous leurs aspects. Guerres civiles et autres conflits ont fréquemment éclaté en Afrique pendant les années 1990. Depuis 2000, bon nombre de ces conflits ont été résolus.

En Afrique du Nord et dans la région du Sahel³, des conflits ont opposé des extrémistes islamistes et d'autres groupes terroristes aux forces de sécurité publique. La stabilisation est donc un problème urgent pour la région. Consciente de cette situation, en février et mars 2014, la JICA a invité 25 hauts responsables de la police, des tribunaux et des ministères publics de huit pays d'Afrique de l'Ouest à suivre un cours de formation sur la justice pénale pour les pays d'Afrique francophone. En coopération avec l'Institut des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI)⁴, le programme couvre les réponses régionales à adopter

3. Région située approximativement entre les latitudes 20° à 12° Nord : la partie méridionale du Sahara, notamment l'Éthiopie, l'Érythrée, la Gambie, Djibouti, le Soudan, le Sénégal, le Tchad, le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et d'autres pays.

Étude de cas Efforts déployés pour l'égalité des sexes en Afrique

Construire une société où les femmes ont toute leur place

La JICA assure une coopération axée sur les questions de genre dans les pays africains

Autonomisation des femmes en milieu rural

En Afrique, les femmes jouent un rôle pivot dans les zones rurales. Cependant, il existe encore des obstacles à l'accès des femmes aux marchés ainsi qu'aux services et réseaux sociaux. Les difficultés à acquérir de nouvelles compétences ou pour obtenir un prêt les empêchent souvent d'augmenter leurs revenus agricoles. Par ailleurs, les moyens d'existence fondamentaux ne sont pas garantis à cause de plusieurs problèmes tels que de faibles taux de scolarisation ou des services de santé maternelle et infantile insuffisants.

Pour parvenir à une croissance économique durable, il est important d'assurer un environnement où les femmes peuvent tirer pleinement parti de leurs capacités et de promouvoir une participation égale des hommes et des femmes dans les activités économiques. C'est avec cette philosophie que la JICA travaille sur l'autonomisation des femmes dans les pays d'Afrique. Les projets liés aux questions de genre de la JICA comprennent l'introduction d'équipements agricoles, notamment des coupe-herbe facilement manipulables par les femmes ; la promotion de la participation des femmes au processus de prise

de décision ; et la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences pour augmenter leurs revenus. La JICA déploie également une aide pour l'amélioration des taux de scolarisation des femmes, l'installation d'équipements d'approvisionnement en eau pour libérer les femmes de la corvée d'aller chercher de l'eau et le renforcement des systèmes de santé maternelle et infantile.

Autonomiser les femmes pauvres par l'optimisation des centres de développement pour les femmes au Nigeria

Depuis la fin des années 1980, 700 centres de développement pour les femmes (CDF) ont été établis au Nigeria en vue d'offrir des cours d'alphabétisation et des formations professionnelles aux femmes du pays. À travers le projet d'optimisation des centres de développement pour les femmes (CDF) pour améliorer les moyens de subsistance des femmes au Nigeria, la JICA a concentré ses efforts sur ces structures et elle a initié un projet pour créer un modèle de gestion dans l'État de Kano au nord, en 2007. Ce projet a permis d'améliorer la qualité des cours, notamment d'alphabétisation, de couture, de cuisine, de



Une femme portant son enfant dans le dos suit un cours de couture dans un centre de développement pour les femmes au Nigeria. Le centre permet de mettre en place un environnement où les femmes peuvent étudier tout en s'occupant de leur enfant.

teinture et de fabrication de savons.

Les femmes ayant acquis ces nouvelles compétences ont pu en retirer des bénéfices économiques. Ainsi, le projet encourage non seulement les hommes et les communautés à mieux accepter la participation des femmes dans les activités économiques, mais facilite aussi l'autonomisation des femmes, notamment par l'établissement de réseaux sociaux. La phase 2, qui a commencé en 2011, a pour ambition de diffuser les résultats de l'optimisation des CDF dans l'ensemble du pays.

pour lutter contre le crime organisé transnational, comme le terrorisme. Parallèlement aux réponses à court terme, la JICA apporte également une aide à moyen et long terme pour faire face aux problèmes de la faim et de la pauvreté qui font souvent le lit du terrorisme.

Au Mali, situé dans la région du Sahel, les nouveaux projets de coopération ont été interrompus suite au coup d'État militaire de mars 2012. Cependant, après l'élection présidentielle de juillet 2013, la JICA a repris ses programmes de formation en octobre 2013, au moment où la situation sécuritaire du territoire national se stabilisait. En mai 2014, la JICA redoublait d'efforts pour reprendre l'intégralité de sa coopération en invitant au Japon dix responsables maliens à un séminaire sur l'APD au Mali visant à identifier les problèmes prioritaires de la reconstruction et du développement et à renforcer le dialogue en vue d'une future coopération dans le pays.

En Somalie, longtemps plongée dans un état d'anarchie après la chute du régime en 1991, un mouvement d'unité nationale a été établi en novembre 2012, pour la première fois depuis 21 ans. La communauté internationale apporte aujourd'hui une aide pour reconstruire le pays. En avril 2013, le gouvernement japonais a décidé de reprendre l'aide bilatérale. La JICA reprendra également les programmes de formation au Japon en se concentrant sur les mesures de sécurité, l'amélioration des services sociaux de base et la dynamisation des industries nationales, tout en renforçant le programme de formation pour les pays tiers actuellement mis en œuvre au Kenya.

Par ailleurs, au Soudan du Sud, devenu indépendant depuis juillet 2011 après un demi-siècle de guerre civile, les conflits politiques entre les groupes pro-présidentiels et les groupes favorables à l'ancien vice-président se sont intensifiés en décembre 2013. Cette



Stagiaires des stations de télévision et de radio gérées par l'État au Soudan du Sud. Ils visitent le studio du système national de diffusion publique au cours du programme de formation pour les pays tiers au Kenya, dans le cadre du projet de développement des capacités institutionnelles de la TV et de la radio du Soudan du Sud.

situation a contraint les experts et le personnel de la JICA à quitter temporairement le pays⁵. Même dans cette situation difficile, la JICA renforce les capacités des médias, qui jouent un rôle important pour une reconstruction nationale pacifique, à travers des programmes de formation au Japon et dans les pays voisins comme le Kenya. La JICA entend poursuivre ses projets au Soudan du Sud et contribuer à la stabilisation et au développement du pays.

4. Centre de formation régional géré par les Nations unies et né d'un accord entre les Nations unies et le gouvernement japonais. Le centre assure le développement sain et la coopération mutuelle des systèmes de justice pénale dans chaque pays, notamment dans la région de l'Asie et du Pacifique, et il a assuré à ce jour des formations pour 4 900 personnes dans le domaine de la justice pénale.

5. Le bureau de la JICA au Soudan du Sud devrait rouvrir en novembre 2014.

Étude de cas

République démocratique du Congo : Formation sur la démocratisation pour la police nationale congolaise

Construire une nation garantissant à la population de vivre en toute sécurité

Avec le conflit qui agite le pays depuis les années 1990, le renforcement de la sécurité intérieure est devenu la première priorité de la République démocratique du Congo (RDC). La JICA et des organisations internationales ont organisé des formations pour près de 20 000 fonctionnaires de police.

Des mentions élogieuses d'autres organismes d'aide

La police nationale de la RDC a intégré plusieurs groupes armés rebelles. La police, dont le rôle est de protéger la vie de la population, compte dans ses rangs beaucoup d'anciens membres de milices anti-gouvernementales ; par ailleurs, la plupart n'ont pas été suffisamment formés au métier de policier. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater un manque de sensibilisation au respect des droits humains et civiques dans les rangs de la police.

La JICA a démarré un projet de coopération pour la police nationale en 2004 et elle assure des formations pour les policiers, depuis 2005, avec la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC).

De 2011 à 2013, en partenariat avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO depuis 2010) et le Programme des Nations unies

pour le développement (PNUD), la JICA a organisé des programmes de formation de base de six mois pour près de 2 500 policiers composés de nouvelles recrues et d'anciens combattants rebelles. En outre, la JICA a également formé 86 responsables aux fonctions d'instructeur afin que la police congolaise puisse assurer par elle-même les formations à l'avenir. Les formations intégraient une initiation au droit, notamment sur le code constitutionnel et pénal, le respect des droits humains, les agressions sexuelles et la protection des enfants ainsi que des conseils sur la répression des émeutes et les techniques d'arrestation. Les enseignements complets délivrés par ces programmes de la JICA ont reçu des éloges du

gouvernement et de la communauté internationale. Ainsi, seuls les policiers ayant suivi le programme de la JICA avec succès peuvent participer aux formations proposées par d'autres donateurs.

Le renforcement des capacités de la police nationale pour assurer la sécurité intérieure contribue non seulement à la consolidation de la paix dans le pays, mais aussi dans la région des Grands Lacs et sur l'ensemble du continent africain.



Le personnel de la JICA vérifie le manuel créé en coopération avec la police des Nations unies (UNPOL). (Photo : Shinichi Kuno)